



Vigipirate : le blues de la CRS 26, victime d'une «épidémie»



LADEPECHE.fr

04/04/2015

Épidémie d'arrêts maladies à la CRS 26 de Toulouse-Lardenne. Les CRS se disent épuisés par la multiplication des missions dans le cadre du plan Vigipirate renforcé. Un mouvement qui a des échos au plan national.

Ça gamberge sous la guérite. Rien ne va plus à la CRS 26 de Toulouse-Lardenne. Ces spécialistes du maintien de l'ordre seraient au bord du burn out ou du nervous breakdown (dépression nerveuse), comme on disait dans les films d'Audiard.

Le CRS a le blues, hypersollicité depuis les attentats de janvier à Paris et l'activation du plan Vigipirate renforcé, il n'aurait plus le temps de récupérer entre deux missions et ceux à qui leurs supérieurs demandent d'être des «fonctionnaires de police modèle» risquent la bavure à tout instant à cause de la fatigue et de la tension nerveuse.

Pour Christian Barcouda, délégué régional CRS Toulouse de l'UNSA-Police Midi-Pyrénées, les CRS sont «au bord de l'épuisement, hyperfatigués après 49 jours de déplacement et 19 jours en résidence (formation et maintien de l'ordre à Toulouse) depuis le début de l'année. Après cinq week-ends d'affilée travaillés, ils ont besoin de repos».

Le responsable syndical poursuit : «Au moment de partir en mission pour Paris afin d'assurer la sécurité durant le week-end pour les festivités juives, seuls 40 CRS sont partis sur 65 prévus au départ, 27 sont soit en arrêt maladie (11) soit consultants (16). Quatre ou cinq personnes sont en dépression nerveuse. Je n'ai jamais vu ça en 22 ans à la CRS 26», déclare Christian Barcouda.

«Depuis Charlie, on a la reconnaissance des gens, mais pas celle du ministère de l'Intérieur qui multiplie les missions et les déplacements sans adapter l'effectif», poursuit le responsable syndical. La CRS 26 est en effet intervenue à Paris (protection de la presse et des lieux de culte juifs), à Sivens dans le Tarn, au pays basque (garde statique des intérêts de l'état), sur les manifs nombreuses à Toulouse (en marge de Sivens) et sur certains matchs de foot à risque, et à nouveau ce week-end à Paris.

«En déplacement, on a droit à un seul jour de repos tous les sept jours, l'autre jour de repos est décalé, après trois semaines en déplacement on a droit ainsi à six jours de repos, mais avec la succession de missions, ce n'est pas toujours possible. Et on peut être rappelé en urgence pendant les six jours de repos», explique Christian Barcouda.

En déplacement, les CRS sont logés dans des cantonnements succincts, des chambres de 12 m² pour deux avec une table, deux chaises et une armoire, parfois pas aux normes et sans prise wifi ni prise TV, ce qui empêche tout contact pendant des jours entiers avec les familles, indique-t-on de source syndicale.

Les CRS, tout comme les policiers, figureraient parmi les professions les plus «à risque» pour le divorce, voire le suicide.

38 en moins depuis 2006

Les syndicats de police protestent contre les baisses d'effectifs entraînés par la RGPP sous Sarkozy : «Les effectifs dans chaque compagnie sont passés de 145 CRS à 130 environ. À la CRS 26, il y avait 170 fonctionnaires de police en 2006 contre 132 aujourd'hui», précise Christian Barcouda. Du coup, les CRS, beaucoup plus sollicités, seraient démotivés : «On est à un seuil de fatigue, il n'y a plus rien qui nous motive : la carrière est au point mort. Un examen de brigadier passé aujourd'hui ne débouche sur le grade qu'au bout de 14 ans. Certains n'en ont même pas le bénéfice avant de partir à la retraite (âge moyen 57 ans)». À la CRS 26, comme dans les autres compagnies de province, l'âge moyen serait bien plus élevé que dans les compagnies parisiennes, autour de 40 ans. La résistance aux multiples et longs déplacements est d'autant moins facile qu'on est âgé. La prime de déplacement (30 €/jour) n'a pas été revalorisée depuis 2002. Beaucoup de CRS souhaitent muter dans la police mais c'est bloqué, surtout sur le sud-ouest. L'UNSA-Police a été reçue le 30 mars par le directeur général de la Police nationale, le directeur central CRS et le ministère de l'Intérieur. Une table ouverte nationale devrait être organisée sous 15 jours.

Le chiffre : 27 CRS malades ou consultants. Hier matin, au moment de partir en mission 40 CRS seulement se sont présentés pour partir en mission à Paris. 27 se sont fait porter pâles avec arrêt maladie (11) ou parce qu'ils étaient en consultation (16).

«Depuis Charlie, on a la reconnaissance des gens, mais pas celle du ministère de l'Intérieur qui multiplie nos missions sans adapter l'effectif». Christian Barcouda, délégué régional CRS UNSA-Police